

Vers une agroécologie décoloniale Entrevue avec Maude Prud'homme

Catherine Caron

Numéro 813, été 2021

Aux champs, citoyens ! Agroécologie et transition juste au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96108ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, C. (2021). Vers une agroécologie décoloniale : entrevue avec Maude Prud'homme. *Relations*, (813), 27–29.

VERS UNE AGROÉCOLOGIE DÉCOLONIALE

ENTREVUE AVEC MAUDE PRUD'HOMME



Bien connue comme militante engagée dans des causes environnementales et sociales depuis le milieu des années 1990, Maude Prud'homme est maraîchère depuis quelques années dans sa Gaspésie d'adoption, en territoire Mi'gmaq non cédé. Déléguée à la transition au Réseau québécois des groupes écologistes et très active au sein du chantier sur l'agriculture du Front commun pour la transition énergétique, elle se situe au carrefour des réflexions en cours sur les transitions écologique et agricole à réaliser au Québec. Relations s'est entretenue avec elle.

Q u'est-ce qui vous a poussée à devenir maraîchère? Qu'est-ce qui motive les nombreuses personnes qui, comme vous, malgré les multiples obstacles, s'engagent dans la voie de pratiques agricoles écologiques au Québec, en marge de l'agro-industrie dominante?

Maude Prud'homme: Le climat d'insécurité actuel amène plusieurs personnes à revenir à l'essentiel et l'alimentation en fait partie. Plusieurs des personnes qui s'engagent dans cette voie sont animées par une quête de sens au quotidien mais aussi par un désir de contribution à leur collectivité. Il y a vraiment une effervescence réjouissante, menée par des personnes allumées sur de nombreux enjeux et porteuses d'intentions généreuses. Il y a une vraie ambition paysanne et non seulement maraîchère au cœur de cette démarche. Tout cela n'est pas dépourvu d'enjeux de privilèges, d'accès à des capitaux familiaux par exemple, ou de formes de capacitisme, mais ça se travaille.

Il y a aussi une mouvance aux tendances disons «libertariennes champêtres» inspirée entre autres par l'effet Jean-Martin Fortier et sa Ferme bio des Quatre-Temps (à Hemmingford), soutenue par l'homme d'affaires André Desmarais, qui a connu un succès très médiatisé (par l'émission télévisée *Les Fermiers* par exemple). C'est une approche que je trouve intéressante à certains égards sur des plans techniques, et pour l'idée qu'elle porte de multiplier les petites fermes, mais qui me semble aussi parfois dangereuse et déplorable sur le plan des solidarités. Espérons que l'élan trouve plus de profondeur et de connexion aux pratiques pérennes, aux solidarités sociales. Je crois que c'est en amorce.

Pour moi, on choisit des pratiques agricoles écologiques pour vivre un ensemble de relations aux éléments et aux gens qui sont riches en rencontres et en découvertes. C'est aussi une manière de se générer une base économique et

de subsistance qui peut s'arrimer à la militance dans ses formes plus «classiques». C'est une habitation politique des territoires pleine de potentiel dans une perspective d'auto-détermination plus large. Il y a évidemment d'autres voies qui ont du sens! Mais moi, j'ai besoin d'intimité avec les saisons et de récolter des fruits concrets de mes efforts, chose qui reste souvent de l'ordre du conceptuel quand on fait du travail politique.

Dans le contexte de la crise climatique et écologique, l'agroécologie est souvent évoquée comme un modèle à suivre pour transformer nos pratiques agricoles. Que sous-tend plus précisément cette approche?

M.P.: D'une part, c'est respecter les paramètres écologiques des lieux qu'on habite, des lieux qu'on cultive. C'est contribuer à la biodiversité et se considérer comme une partie intégrante d'un ensemble et d'un rapport au temps long. D'autre part, c'est se demander «nourrir qui? comment?». C'est réfléchir à l'accessibilité et aux dimensions culturelles de l'alimentation, qui est une activité assez intime quand on y pense: ça entre dans les corps, dans les maisons des gens, etc. Sur le plan politique, l'enjeu de la propriété des moyens de production est aussi central, tout comme les solidarités internationales. Il s'agit donc d'une approche à la fois écologique, technique, culturelle, sociale et politique. La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée en 2018, est éloquente à lire pour en saisir toute la portée.

Mettre de l'avant une telle conception politique de l'agroécologie contraste avec les approches centrées exclusivement sur la technique de certains instituts d'agroécologie ou qui sont présentes dans certaines conceptions de la transition écologique. Or, on ne peut ni tout réduire à la technique, ni la contourner entièrement. Sur le terrain,

actuellement, il y a beaucoup de questionnements, d'échanges, d'innovation et de partage entre les fermes, tant en regard des outils que des techniques, des approches, des rythmes, des cultivars, des semences, mais aussi autour de l'idée d'un revenu minimum garanti.

L'agroécologie se veut un processus transformateur de sociétés dans une optique de souveraineté alimentaire effective qui réconcilie justice sociale, alimentaire et écologique (incluant sa dimension climatique). C'est à la fois politique, complexe, intersectionnel et multidimensionnel, mais aussi ancré dans des éléments concrets, simples et quotidiens.

Vous intégrez une perspective décoloniale dans votre conception très politique de l'agroécologie, pouvez-vous nous en parler?

M.P.: Le contexte nous amène à essayer de penser une réforme agraire en contexte de nécessaire décolonisation. On parle des terres de qui? Comment honorer les souverainetés politiques et alimentaires liées aux territoires? Mettre fin à la violence coloniale qui se perpétue, ça fait partie des éléments fondamentaux d'une transition agricole et écologique juste. L'agriculture a joué un rôle dans de nombreuses violences coloniales, ici et à travers le monde, que ce soit pour forcer la sédentarisation de peuples nomades, expulser des communautés ou contaminer les sols. Les processus coloniaux ne touchent pas seulement les dimensions politiques de la vie individuelle et collective; ils affectent aussi les écosystèmes, l'écologie des sols, des forêts, etc. Ces éléments sont politiquement et culturellement centraux, et donc propres aux différents peuples.

Agir dans une perspective de droits humains et de relations solidaires, et pas seulement de «gastronomie de luxe», est un préalable à tout.

Les Innus, par exemple, ne pourraient pas simplement retourner dès maintenant à une alimentation entièrement forestière, parce que les écosystèmes qui la rendaient possible ont été très appauvris. Les Kanien'kehá:ka (Mohawks) ont des traditions agricoles reconnues mais leur capacité de les mettre en pratique se trouve entravée. En outre, le coût des aliments est inabordable pour plusieurs communautés autochtones, entre autres dans le Nord du Québec. Il y a là des responsabilités à prendre en matière de restitutions, de guérisons, de réparations et d'adaptation. Un exercice exigeant de co-construction de souverainetés alimentaires diverses et complémentaires s'impose à toutes et à tous. Cela peut être émancipateur politiquement tout en participant très concrètement à la santé des communautés. C'est très riche et, à mon sens, profondément porteur sur le plan politique.

Dans une perspective décoloniale internationaliste, il s'agit aussi de prendre conscience de la dynamique de prédation du complexe agro-industriel mondialisé et des divers systèmes d'oppression à l'œuvre derrière les denrées alimentaires qu'on retrouve sur les tablettes, ici et ailleurs, et particulièrement sur le plan du contrôle des semences.



Marché public, Montréal. Photo: © Caroline Hayeur

Des débats très complexes nous attendent, dans lesquels il faudra conjuguer le respect des droits des peuples autochtones (notamment territoriaux), les perspectives systémiques, les impératifs écologiques et la considération des gens qui ont fait du travail agricole toute leur vie, souvent au péril de leur santé, et pour qui leur fond de terre est leur retraite et leur héritage, par exemple, cela sans oublier la relève qui veut accéder à la terre.

Par quels moyens peut-on faire avancer plus efficacement le développement de l'agroécologie au Québec?

M.P.: Les institutions, les communautés et les ménages peuvent tous y contribuer, de différentes manières. L'approvisionnement institutionnel en aliments locaux, par exemple, pourrait constituer une approche porteuse tant en matière d'accès aux aliments sains qu'en matière de structuration d'une dynamique nourricière planifiée. Une réorientation massive des fonds consacrés à la recherche et à la formation vers des pratiques agroécologiques serait vraiment bénéfique. On voit aussi émerger des projets de partage de semences dans les bibliothèques, par exemple, et des initiatives de municipalités nourricières à encourager. Ce n'est pas suffisant pour faire tomber des systèmes, mais c'est nécessaire pour la suite des choses.

De manière générale, il faut changer la place trop souvent marginale qu'on attribue à l'agriculture et aux écosystèmes nourriciers dans la société, pour que ce sujet devienne central. Agir dans une perspective de droits



humains et de relations solidaires, et pas seulement de «gastronomie de luxe», est un préalable à tout. Ensuite, il faut mettre fin aux pratiques destructrices comme les monocultures ou encore l'usage des pesticides néonicotinoïdes, et soutenir le passage à des pratiques régénératrices. En ce sens, il faut plus que des projets emballants pour freiner l'élan agro-industriel: il faut une volonté collective et des politiques institutionnelles fermes pour avancer dans cette direction.

Les principes de l'agroécologie doivent se déployer de manière inclusive à l'échelle des territoires et des collectivités qui sont concernées. Ce ne sera pas facile. Ça prend un soutien public à des processus démocratiques structurants

et au déploiement d'une transition juste en agriculture. Une pluralité syndicale serait vraiment bénéfique aux échanges. Le respect, mais aussi l'écoute des travailleuses et des travailleurs migrants, est éthiquement incontournable. Aussi, la place des Premiers Peuples dans ces processus doit incarner la réalisation de leurs droits et de leurs volontés. Tout le monde est concerné par ce qu'il ou elle mange et il y a une légitimité à vouloir des sols et des cours d'eau en santé. N'oublions pas également que plusieurs organismes communautaires interviennent en alimentation et en écologie, directement ou par leur mandat de défense collective des droits.

Aussi, nous devons penser les écosystèmes nourriciers de manière plus large en tenant compte par exemple de la pêche, de l'agroforesterie et de toutes les autres sources d'aliments. Une révision fondamentale du régime agricole et foncier est nécessaire, incluant notamment une sortie de l'élevage industriel et la fin de la spéculation foncière. Entre temps, on pourrait déjà, au niveau gouvernemental, cesser de subventionner les cultures destinées à l'exportation, soutenir mieux les initiatives de fermes écologiques à échelle humaine ainsi que la régénération des écosystèmes, voire exclure l'agriculture des accords de libre-échange.

C'est ambitieux, mais on doit être à la hauteur des enjeux et transformer en profondeur notre rapport à la terre, à la nourriture et, de ce fait, accroître l'efficacité de notre action face à l'urgence écologique et aux impératifs de justice sociale.

Pour chercher à modifier les habitudes au sein de la population, on parle parfois d'«écologisation de l'alimentation» dans certains milieux écologistes: qu'entend-on par là?

M.P.: Dans le contexte de la crise écologique et climatique, on ne peut pas faire l'économie de ce que j'appelle «le deuil et l'accueil». Il faut faire certains deuils alimentaires. Puis, il faut accueillir le retour possible à la saisonnalité des aliments. Il faut accepter l'idée que des concombres c'est bon l'été et qu'on peut toujours en mariner ou en lacto-fermenter, mais qu'on est mieux de manger autre chose en février. J'ajouterais que ça peut être savoureux, que la révolution ne goûtera pas juste le chou kale vapeur, rassurons-nous! Ça ne veut pas dire manger juste des légumes non plus! Pensons aux huiles, aux sucres, aux grains...

Écologiser l'alimentation est aussi propice à une planification collective. Dans une coopérative de solidarité, par exemple, on peut créer un espace pour que les gens qui seront nourris par ces petits producteurs puissent participer à déterminer ce qu'ils vont manger. Plus que des consommateurs, ils deviennent ainsi partie prenante de leur alimentation. Sur un autre plan, étant donné qu'il est très difficile pour une seule ferme de produire l'ensemble de ses semences, par exemple, il faut faire des échanges, et des personnes dont ce n'est pas le métier principal pourraient participer à des projets pour multiplier les semences.

Cela dit, tous et toutes n'ont pas le même temps à allouer à ce type d'activité, et je suis reconnaissante à une multitude de travailleuses et travailleurs essentiels. Cela permet de souligner qu'écologiser son alimentation et s'approvisionner de manière responsable sont d'abord des responsabilités *collectives*. Il ne faut pas que ce soit compliqué de faire des bons choix; ça prend une simplicité d'accès aux aliments de qualité, que ce soit par des marchés de proximité ou de nouveaux modes de transport et de distribution.

L'écologisation de l'alimentation est un processus à mettre en œuvre avec les gens, en identifiant bien le contexte dans lequel on s'inscrit, sachant que ce qui peut constituer un régime alimentaire écologique peut varier d'une région à l'autre et d'un peuple à l'autre, dans une perspective de respect d'une multiplicité de souverainetés alimentaires dynamiques. C'est pourquoi je préfère cette approche contextuelle à la prescription d'un régime particulier de manière globale. Le potentiel d'affirmation culturelle, territoriale et politique s'en trouve multiplié plutôt que discipliné.

Se questionner sur l'accessibilité nécessite par ailleurs d'aborder des enjeux plus larges liés à l'endettement excessif des individus, à la flambée du prix de l'immobilier et des loyers, à tout ce qui fait en sorte que l'argent disponible pour l'alimentation est insuffisant pour une grande partie de la population. Il faut agir sur ces leviers-là aussi si on veut que les gens aient accès à une alimentation écologique de qualité et que les personnes qui la produisent vivent dans la dignité. En bref, cuisinons des souverainetés solidaires! 🍷

Entrevue réalisée par Catherine Caron.